La Défense, le 12 novembre 2026

CSAM du 12 novembre 2026
Déclaration liminaire

Monsieur le Secrétaire général, Mesdames et Messieurs, cher·es camarades,

Le dernier CSAM pourrait être l'occasion de dresser un bilan !

Mais tout au long de cette mandature, la FSU Écologie n'a eu de cesse de rappeler l'importance du dialogue social. Mais au contraire, il s'est dégradé tout au long de ces dernières années.

Amendements pour la protection des agentes et des agents, les propositions d'améliorations en matière de santé notamment lors de négociations n'ont jamais été retenus.

Dans ces conditions, la FSU Écologie a représenté les agentes et les agents de ce pôle ministériel depuis de longues années et compte bien le faire encore de longues années.

Cependant, nous ne pouvons pas tenir cette instance sans rappeler qu'il se déroule dans un pays plus que fragilisé.

Depuis septembre, un mouvement social d'une grande ampleur déferle sur notre pays.

Les revendications des citoyennes et des citoyens sont plus que légitimes : hausse de l'inflation toujours plus forte, carburants au plus haut niveau de prix…

Et pourtant, la répression policière est sans précédent, les arrestations arbitraires sont légion et les victimes sont souvent des manifestants pacifiques.

On ne compte plus les interdictions de manifester. Les dérives sont trop importantes pour ne pas les dénoncer.

Et en termes de maltraitances, les agentes et les agents du service public ne sont pas épargné·es.

Le ministre de la Fonction publique confirme le gel du point d'indice.

La Cour des comptes, par l'intermédiaire de sa Présidente, n'est pas en reste puisqu'elle propose, encore une fois, de faire des économies sur les dos des agentes et des agents du service public : gel des promotions et des avancements. C'est une provocation de plus pour des travailleuses et travailleurs qui ont déjà perdu du pouvoir de vivre depuis plus de 10 ans.

FSU Écologie
22 rue Malmaison - 93170 BAGNOLET
Permanence : 01 40 81 22 28/01 40 81 22 37

Comme nous le souhaitions lors d'un récent CSAM, la FSU espère que le budget de l'État ne soit pas voté tel qu'il est proposé aujourd'hui. Des solutions existent pour trouver les recettes nécessaires au comblement de la dette.

Les agentes et les agents du service publics ne sont pas responsables de la mauvaise gestion des derniers gouvernements.

Malheureusement, notre pôle ministériel paie, encore une fois, un lourd tribut et va devoir encore faire des économies en supprimant des postes et en rognant sur nos missions.

De plus, une campagne présidentielle en roue libre dénonçant tour à tour les politiques environnementales et remettant en cause l'existence de certains opérateurs.

Alors, la FSU Écologie appelle, comme ses camarades de la CGT et de l'Unsa, à la grève le 17 novembre prochain pour :

- Une autre politique de rémunération avec notamment le dégel du point d'indice,
- L'abrogation du jour de carence et des 10 % de perte de salaire en congés maladie ordinaire,
- Le retour de la GIPA
- Une loi de finance qui permette de garantir les droits des citoyennes et des citoyens à disposer de services publics de qualité et de proximité.

Nous vous remercions de votre écoute.